

Conférence du 17 janvier 2011

Pierre Brechon.

« La confiance et la défiance en politique ».

Introduction de Lucien Piolat : quand ce thème a été proposé certains se sont demandé pourquoi la politique. Nous avons maintenu car la peur dans notre société intéresse le champ du politique. Comment l'action politique peut-elle ramener de la confiance dans les rapports entre les hommes et les femmes de notre société ? De plus la politique est très dévalorisée à l'heure actuelle et il fallait bien une après-midi pour en parler. Comment la peur dans l'évolution d'une société peut-elle avoir un rôle positif car tout n'est pas négatif dans la peur et a contrario son utilisation peut être malsaine et tout à fait manipulatrice.

En 1972 le Père Matagrín avait été la cheville ouvrière d'un document de l'épiscopat français « Pour une pratique chrétienne de la politique » ce document prenait en compte pour la première fois le pluralisme politique des chrétiens et les incitait à investir le champ du politique. En 1989, une déclaration de la commission sociale de l'épiscopat s'intitulait « réhabiliter la politique ».

Pour animer cette conférence nous avons fait appel à Pierre Brechon prof à l'institut d'études politiques de Grenoble et intervenant associé au CTM. Pierre Brechon précise qu'il travaille depuis longtemps avec le CTM mais moins maintenant mais il s'occupe avec d'autres du Forum de l'événement et précise que le 21 mars 2011 le forum portera sur la montée du populisme et des nationalismes en Europe ce qui peut avoir un lien avec ce que l'on verra cet après-midi.

Conférence. Introduction. On peut dire beaucoup de choses sur ce sujet mais seuls quelques aspects seront traités. Je partirai de la peur car c'est le thème de ce cycle de conférences. On a un peu trop tendance à avoir une vision trop négative de la peur comme ce dicton populaire disant que « la peur est mauvaise conseillère ». Nous avons tous peur de quelque chose : pour soi, pour les autres, de l'avenir, du chômage, de la mort...

Il est normal d'avoir peur mais le problème est de voir la manière dont on vit la peur. Il faut savoir comment on fonctionne avec cette peur. Soit on est envahi, c'est le pessimisme qui l'emporte ; soit on dépasse cette peur et alors on peut passer à la maîtrise de la peur, à la compréhension du problème et on peut alors agir.

Beaucoup développent des stratégies de la peur. On peut donner plusieurs exemples en commençant par les prophètes de l'ancien testament qui disent que tout va mal mais que tout ira bien si on suit leur message. On a connu à certains siècles, en particulier au XVII^e la pastorale de la peur de la part de l'église catholique : si vous n'avez pas une vie droite, exemplaire, méfiez-vous des flammes de l'enfer. Les hommes politiques ou syndicalistes font la même chose : montrer ce qui va mal, mettre l'accent là-dessus parce qu'on veut autre chose.

Première partie : la confiance entre les individus de la société française.

1- c'est une société où on ne fait pas confiance.

Des enquêtes internationales réalisées tous les neuf ans serviront de base pour montrer ce manque de confiance. Ces enquêtes portaient sur les valeurs en Europe et un livre auquel a participé Pierre Brechon présente les résultats.

À la question : « peut-on faire confiance à la plupart des gens », un quart des Français répond oui,

« On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », trois-quarts répondent oui. Et ceci n'a pas changé depuis 30 ans. Cela vient peut-être de loin car en lisant par hasard un livre sur la façon dont l'école abordait la laïcité, l'instruction civique, les religions, j'ai trouvé un texte qu'un professeur de français faisait étudier à ses élèves et où il était dit qu'il fallait se méfier des autres.

Peu ont une confiance en l'inconnu : la confiance est faible en Europe du Sud de centrale et orientale comme en France; en revanche l'Europe du Nord fait plus spontanément confiance à autrui avec des taux de 50 à 60 % dans les pays scandinaves. Pour le premier groupe ont fait confiance aux gens qu'on connaît car on peut situer les personnes, leurs familles...

2- c'est une société très critique et pessimiste.

Pascal Bruckner dit « nous n'avons jamais aussi bien vécu et jamais autant gémi ». Voyons cela avec les enquêtes :

- Dans votre vie personnelle êtes-vous heureux, pas heureux ?, les gens répondent qu'ils sont heureux même s'ils sont dans des situations difficiles. Le pourcentage est même en augmentation en 2008 par rapport aux années antérieures.

- Comment fonctionne la société, la démocratie, le système politique, là les réponses sont très pessimistes même pour les classes moyennes ou aisées et cela se dégrade par rapport aux enquêtes antérieures. Un ami du monde socio- médical me disait « cela n'a jamais été pire ».

Il existe un écart important sur la façon de juger la situation personnelle et la situation de la société, cela se retrouve partout mais la France est très pessimiste, se trouve parmi les plus pessimistes. Si on est très pessimiste et qu'on ne fait rien pour changer ceci est grave. Si on est pessimiste mais qu'on essaie de mettre l'accent sur ce qui va bien on pourra agir.

Comment expliquer cet écart : il tient en partie au fait qu'on a peut-être une situation personnelle précaire mais on a aménagé le système, il y a l'aide publique, un réseau d'amis, le système D et donc qu'on trouve que ce n'est pas si mal et qu'on maîtrise son système de vie (les plus pessimistes étant ceux en mauvaise santé). Pour la société, on ne maîtrise rien, tout est incontrôlable et ceci est vécu de façon non sécurisante. Autrement dit, je maîtrise ma vie mais pas la société.

Deuxième partie : la confiance aux institutions.

On dit souvent qu'on ne fait pas confiance aux institutions ce qui n'est pas tout à fait vrai car on est critique sur beaucoup d'aspects mais en même temps certaines institutions inspirent plus de confiance. Quand on pose des questions sur les institutions on retrouve d'année en année le même classement. *L'État-Providence* est bien considéré : santé, système scolaire, protection sociale, on apprécie les essais d'égalité au niveau de l'éducation et de la santé. *L'armée et la police* sont bien vues aussi et la confiance en ces institutions se renforce depuis 1990 montrant la demande de sécurité et d'ordre public. On trouve pour ces deux aspects de 70 à 75 % de gens qui font confiance. Par contre on fait beaucoup moins confiance à la *démocratie représentative* (45 %), aux *médias* (38 %), aux *syndicats* (41 %), aux *grandes entreprises* (44 %), aux *partis politiques* (18 %). On a donc une grande défiance envers la politique. En 2008 ce fut la première fois qu'une question fut

posée sur les associations environnementales et elles sont créditées de 79 % (elles ont le vent en poupe). On a donc des images constituées et on n'en change peu. De plus on n'aime pas beaucoup non plus les corps intermédiaires, on n'est pas beaucoup dans les partis et contrairement à ce que l'on croit il n'y a pas énormément d'associations en France. Le nombre de personnes adhérant à au moins une association en Europe va de 29 % à 95 %. La France se situe, à 40 % en dessous de la moyenne européenne, le Portugal 24 %, la Suède 95 %. Nous n'avons pas le même rapport à la politique en Europe du Sud et du Nord.

Troisième partie : la confiance aux hommes politiques.

Partons d'un exemple : un jeu de rôle était organisé dans un village par le mouvement d'action catholique, « chrétiens en monde rural ». On a demandé de dire ce que l'on ferait si une famille de chômeurs venait habiter dans ce village. Tout de suite les habitants ont demandé où était le maire ? Car on fait appel aux hommes politiques pour résoudre tous nos problèmes, ils sont là pour cela. Donc on attend beaucoup d'eux mais « on leur tape dessus ». Dans les pays nordiques, on dit « groupons-nous, on pourra agir ensemble ».

D'autres enquêtes ont été faites au moment d'élections présidentielles ou de législatives, donc des élections importantes. – « *Est-ce que les hommes politiques se préoccupent de vous ?* » 20 % répondent : « beaucoup » ; « assez » et « pas du tout » c'est 80 %. « *Est-ce que les hommes politiques sont plutôt honnêtes ou plutôt corrompus ?* » Un tiers pense qu'ils sont plutôt honnêtes et 60 % plutôt corrompus (certains n'ont pas répondu).

Il existe des différences sur *l'image des hommes politiques* : l'image est assez bonne pour l'élu de proximité comme le maire ; le député a une image très mauvaise alors que c'est lui qui fait les lois qui nous régissent ; le plus mal vu, au degré 0, c'est le responsable de parti. Il faut donc nuancer l'image très négative des hommes politiques car les fonctions sont vues différemment.

On parle souvent de la montée de *l'absentéisme*. Aux élections présidentielles de 2007 le taux d'abstention est tombé à 16 %, comme en 1965 date de la première élection présidentielle au suffrage universel. Donc on ne peut pas parler de grève des urnes car si l'enjeu est important, les électeurs se déplacent estimant qu'un candidat vaut quand même plus que les autres.

Conclusion.

On a des handicaps par rapport à la politique car on ne fait pas confiance, on n'est jamais très solidaire ; on est très critique vis-à-vis de l'autorité et pessimiste sur l'avenir de la société. On peut expliquer cela car nous sommes très idéalistes, nous demandons beaucoup aux hommes politiques. *L'homme politique devrait être un saint laïc avec un salaire moyen mais qui doit résoudre tous les problèmes.* Donc nous ne pouvons qu'être déçus. Dans d'autres pays il n'y a pas une grande confiance non plus mais chez nous il y a le cumul des mandats qui est souvent mieux structuré ailleurs.

L'évolution montre que notre confiance baisse un peu mais pas complètement. Nous avons donc une image très pessimiste mais ce n'est pas pour cela qu'il faut être conformiste et dire amen à tout.

Débat :

- *Questions sur la solidarité*, comment évolue la solidarité ? La solidarité n'est-elle pas diminuée en raison de l'État-providence ?

Réponse : la solidarité est difficile à cerner par des questions. Il ne semble pas y avoir de baisse de la solidarité mais pas de progrès non plus. Elle s'exerce surtout vis-à-vis de la famille, moins pour les personnes âgées et encore moins pour les immigrés. Les Français ne sont pas non plus très solidaires par les dons. L'État-providence ne semble pas empêcher la mobilisation pour la solidarité car dans les pays du Nord il y a beaucoup d'État-providence et beaucoup de solidarité. Chaque pays a la classe politique qu'il mérite.

- *Questions sur la carrière en politique* : les politiques font de leur fonction un métier, ils veulent faire carrière dans le mandat, dans le parti et veulent des revenus en conséquence. Il faudrait des ruptures de mandat, des changements de mandat. Est-ce que l'aspect financier prédomine dans la carrière politique ? Faut-il réfléchir au statut d'élu ?

Réponse : nous sommes à l'ère de la spécialisation, du professionnalisme, le chef d'entreprise fait carrière à vie, pourquoi pas les hommes politiques ? Nos sociétés complexes demandent des compétences, du savoir-faire et dans ces conditions la durée est légitime. On peut envisager un statut de l'élu mais s'il est créé il faudra envisager des reconversions. La carrière paraît normale en politique, alors pourquoi exclure la carrière en politique. Il est aussi normal que l'on fasse carrière en politique que le fait qu'un élu peut être remercié ou réélu. L'homme politique est correctement payé avec un salaire de cadre, afin d'éviter la corruption, la « magouille ». Il est tout aussi normal que l'on ait un empilage des strates politiques, niveau local, régional, national, européen. La création d'un « conseiller territorial » entraînera quelques difficultés puisque celui-ci agira aussi bien au niveau région qu'au niveau département.

- *Pauvreté du tissu associatif* : il est plus pauvre au sud car on doit travailler davantage pour vivre alors que le Nord plus riche peut davantage participer à des associations. Au sud domine un lien patriarcal vertical tandis qu'au nord le lien est plus horizontal.

- *Questions sur valeurs et compétences* : la confiance, lors du vote est basée sur des compétences au service de valeurs mais elles peuvent varier dans la durée. Une autre personne ajoute que l'on vote surtout sur les valeurs mais que pour les compétences on espère que l'entourage de l'homme politique les aura.

Réponse : le terme de compétence est ambigu tout autant que celui de carrière ; l'entourage du dirigeant est de la même couleur politique que celui-ci. Des compétences sont donc en jeu mais pas forcément techniques, il y a formation sur le tas. Que l'élu veuille conserver son siège est légitime. Les partis politiques font la sélection des candidats, font le tri entre la droite et la gauche de leur parti et en fonction des hommes et des femmes. Pour le vote tout le monde a-t-il des compétences suffisantes pour choisir ? L'histoire des différentes républiques montre que cela a fonctionné à une époque où le niveau d'éducation des gens était faible. Aujourd'hui l'éducation est plus répandue mais les personnes âgées vont voter même si ne savent pas toujours pour qui ; les jeunes se déplacent moins sauf quand ils voient les enjeux. Le citoyen ne va pas à l'aveugle, il a les moyens de juger et peut se faire un minimum de connaissances avant d'aller voter.